



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse  
et de la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ASL (Assainissement Service Limousin)**

2 rue Maryse Bastié  
Parc d'Activités Océalim  
87270 Couzeix

Références : UiD87-2026-073r\_géorisques  
Code AIOT : 0006000442

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement ASL (Assainissement Service Limousin) implanté 2 rue Maryse Bastié Parc d'Activités Océalim 87270 Couzeix. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a été initialement autorisé, pour la même configuration que celle citée dans la présentation de l'AIOT mais pour l'ancienne rubrique « déchets » à 3 chiffres (167-A). Une visite d'inspection a été menée le 4 septembre 2012 et n'a donné lieu qu'à une remarque relative aux travaux d'imperméabilisation restant à réaliser sur l'aire de dépotage (commande des travaux faite en septembre 2012, réalisation fin-septembre début octobre, rapport du 19 octobre 2012).

Administrativement, l'exploitant a ensuite justifié en 2013 d'un montant des garanties financières inférieur à 75 000 €, le dispensant de les constituer, d'un positionnement au titre de la directive IED sous le seuil de la rubrique 3550, et en 2016, d'un positionnement au titre de la directive « SEVESO III » (non assujettissement). Une visite d'inspection menée le 5 septembre 2019 a permis de constater la bonne tenue du site mais en revanche la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, aboutissant à l'arrêté DL/BPEUP n° 2020-024 du 20 février 2020 d'autorisation au titre de la rubrique 2718.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASL (Assainissement Service Limousin)
- 2 rue Maryse Bastié Parc d'Activités Océalim 87270 Couzeix
- Code AIOT : 0006000442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ASL exerce des activités de ramassage de déchets collectés en petites quantités auprès de producteurs locaux (regroupement de déchets liquides et pâteux d'hydrocarbures).

L'exploitant dispose d'installations assez simples et adaptées à son activité sur un terrain d'une surface de 4 000 m<sup>2</sup>, sis 2 avenue Maryse Bastié, 87270 COUZEIX, sur la parcelle n° 37 de la section 000 CS 01 à la date de la présente visite.

Les déchets sont stockés à l'extérieur des bâtiments, dans une cuve enterrée à double enveloppe composée de 3 compartiments :

– deux compartiments avec une capacité de 10 000 litres chacun et un compartiment d'une capacité de 20 000 litres, permettant le regroupement de déchets collectés avant d'être transportés vers des installations de traitement dûment autorisées, mais la plupart des déchets sont acheminés directement des installations les générant (séparateurs d'hydrocarbures ou bacs à graisses des entreprises clientes) vers les installations de traitement. Une benne métallique à sédiments solides est disposée à côté sur le sol dans une alvéole dédiée.

Les installations complémentaires suivantes sont également recensées :

- une aire de dépotage des véhicules étanche servant aussi pour le lavage des véhicules.
- une aire de parking et de manœuvre goudronnées.
- un bâtiment destiné au garage des véhicules, au stockage de gazole et d'AD Blue, de matériels d'intervention, de « consommables » (pièces, équipements de protection individuels, pneumatiques, etc.) et de produits chimiques de nettoyage.
- un bâtiment destiné aux bureaux de la société.

L'aire de dépotage et les aires goudronnées sont équipées d'un dispositif débourbeur et séparateur d'hydrocarbures. Les eaux de ruissellement collectées sur ces aires transitent par ce dispositif avant leur rejet au réseau des eaux pluviales.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Inspection au titre du PPC

**Thèmes de l'inspection :**

- AR –3
- Déchets
- REACH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...
- Il existe trois types de suites :
- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Acceptation – Transport – Suivi des déchets – Déclaration	AP Complémentaire du 20/02/2020, articles 2.1.3, 5.1.6, 8.1.2 & 8.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Prévention des risques de pollution accidentelle	AP Complémentaire du 20/02/2020, articles 7.3.2, 7.3.3, 7.3.5 & 7.3.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 20/02/2020, articles 7.4.1 à 7.4.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023 modifié, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	État des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023 modifié, article 10 & Arrêté Ministériel du 04/10/2010 modifié, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur Réduction des risques	Règlement européen du 18/12/2006 modifié, article 37, point 5a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Correspondance entre installations visitées et actes administratifs	AP Complémentaire du 20/02/2020, article 1.2.1 & 1.2.2	Sans objet
2	Fin d'obligation d'actualisation du calcul des garanties financières	AP Complémentaire du 20/02/2020, article Chapitre 1.4	Sans objet
4	Prévention des risques d'incendie – Installations électriques	AP Complémentaire du 20/02/2020, article 7.1.3	Sans objet
9	Produits chimiques – Mise à disposition des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article modifié, articles 31 et 35	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La partie déchets qui classe le site en autorisation est correctement tenue et la traçabilité des déchets est assurée. En revanche des efforts d'organisation du bâtiment sont nécessaires, notamment en matière de disponibilité des moyens internes de défense incendie (accessibilité des extincteurs) et de prévention des pollutions accidentelles (mise sur rétention d'un volume respectant les dispositions réglementaires de la cuve d'AD Blue et des produits de nettoyage liquides).

Enfin, l'exploitant doit prendre en compte les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation et certaines dispositions de l'arrêté ministériel de 2023 régissant la rubrique 2718 sous régime d'autorisation notamment :

- justificatif de débit du poteau incendie situé à l'entrée du garage du SDIS 87,
- élaboration, rassemblement et organisation de plans et consignes pour constituer un plan de défense incendie à transmettre au SDIS,
- organisation d'un exercice incendie,
- prise en compte par le personnel technique d'exploitation, y compris en intervention extérieure, des précautions d'emploi des produits chimiques utilisés par l'exploitant, figurant sur les versions à jour en français des fiches de données de sécurité (FDS).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Correspondance entre installations visitées et actes administratifs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2020, article 1.2.1 & 1.2.2			
Thème(s) : Situation administrative, Correspondance entre installations visitées et actes administratifs			
<b>Prescription contrôlée :</b> Préambule : La majorité des points de contrôle de la présente inspection seront extraits de l'arrêté préfectoral DL/BPEUP N° 2020/024 du 20 février 2020 Autorisant la société ASSAINISSEMENT SERVICE LIMOUSIN à poursuivre l'exploitation d'un centre de regroupement de déchets liquides et pâteux d'hydrocarbures sur le parc d'activités Océalim au 2 rue Maryse Bastié sur la commune de Couzeix (87 270) et dont les prescriptions se sont substituées à celles de l'arrêté préfectoral DRCL-1 N° 197 du 13 mai 1998. ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Désignation de l'activité	Régime	Volume d'activité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	A	Quantité maximale présente de 5 t :  1 compartiment de la cuve de 40 m <sup>3</sup>
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	NC	Capacité maximale présente de 40 m <sup>3</sup>
Rubrique	Désignation de l'activité	Régime	Volume d'activité
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	NC	Non indiqué dans l'arrêté mais de l'ordre de 100 m <sup>3</sup> de gazole par an

A (autorisation), NC (non classable)

#### ARTICLE 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et adresse suivantes:

Commune	Adresse	Parcelle	Superficie
LIMOGES	2 rue Maryse Bastié	Section CS n° 37	4 137 m <sup>2</sup>

Le site comprend les installations suivantes :

- cuve de capacité de 40 m<sup>3</sup> enterrée à double enveloppe composée de 3 compartiments (2 compartiments de 10 m<sup>3</sup> chacun et un de 20 m<sup>3</sup>) pour le stockage des déchets collectés en attente d'évacuation vers les filières agréées.
- une aire de dépotage des véhicules étanche servant aussi pour le lavage des véhicules.
- une aire de parking et de manœuvre goudronnée.
- un bâtiment destiné au garage des véhicules abritant une cuve à double enveloppe de capacité de 10 m<sup>3</sup> pour le stockage de gazole des véhicules.
- un bâtiment destiné aux bureaux de la société.

#### Constats :

Le site a été initialement autorisé au titre d'une régularisation administrative par arrêté préfectoral DRCL1 – N° 197 du 13 mai 1998, pour la même configuration que celle citée dans la prescription contrôlée mais pour l'ancienne rubrique « déchets » à 3 chiffres (167-A). Une visite d'inspection menée le 5 septembre 2019 à cette fin a permis de constater la bonne tenue du site mais en revanche la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, aboutissant à l'arrêté de 2020 cité supra. La configuration du site reste la même que celle décrite dans cet arrêté.

Eu égard à la mention de rubriques NC dans l'arrêté, il peut être signalé la présence d'une cuve de gazole compartimentée de 10 000 litres au total se situant sous le seuil de classement au titre de la rubrique 4734 « Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution ».

Il convient de noter aussi que dans le tableau du parcellaire, il y a erreur sur la commune d'implantation : il faut lire « COUZEIX » et non « LIMOGES ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Fin d'obligation d'actualisation du calcul des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2020, article Chapitre 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription figurant dans l'arrêté : Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées à l'article 1.2.1 relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. Le montant des garanties financières étant inférieur à 100 000 euros, l'exploitant n'est pas tenu de les constituer. L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition : <ul style="list-style-type: none"><li>– la valeur datée du dernier indice public TP01 ;</li><li>– la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les installations exploitées par ASL ressortaient de l'article R.516-1 du Code de l'environnement alors en vigueur pour : 5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L.181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L.512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent. L'article 57 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement a supprimé le 5° ci-dessus. Par conséquent : <ul style="list-style-type: none"><li>– l'exploitant n'est plus tenu de fournir le calcul au préfet,</li><li>– le changement d'exploitant n'est plus soumis à autorisation préalable,</li><li>– la prescription de l'arrêté préfectoral est de fait abrogée.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Acceptation – Transport – Suivi des déchets – Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2020, article s 2.1.3, 5.1.6, 8.1.2 & 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et transit de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescriptions figurant dans l'arrêté :  ARTICLE 2.1.3 acceptation des déchets L'exploitant établit des consignes ou des procédures d'acceptation des déchets qui décrivent les vérifications nécessaires à l'acceptation du déchet lors des opérations de ramassage. L'exploitant assure la séparation et le stockage séparé entre les différentes catégories de déchets.  ARTICLE 5.1.6 Transport Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du Code de l'environnement.  ARTICLE 8.1.2 suivi des déchets L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.  ARTICLE 8.1.3 déclaration L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les émissions et les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
<b>Constats :</b> Explications de l'exploitant : pas de procédure écrite d'acceptation avec double échantillonnage tant pour les échantillonnages à faire chez les clients que dans les cuves.  Cas général, les chauffeurs « ADR » disposent d'un smartphone avec l'application « Trackdéchets » leur permettant de générer directement le BSDD « tournée dédiée » du lieu d'enlèvement de chaque lot pris individuellement motivant un transport direct ou le BSDD « regroupement » pour une tournée « multiproducteurs » ou de vidange partielle de la cuve sur site ; puis ils se rendent à l'installation de tri transit regroupement (« ITTR ») autorisée, enregistrée ou déclarée avec le camion comportant des compartiments différents par catégorie de déchets (séparation des déchets dangereux de type fonds de bacs à hydrocarbures, des non-dangereux de type boues de fosses septiques). L'ITTR procède directement à un prélèvement pour déterminer l'acceptabilité du déchet en mélange présenté et valider le tarif de prise en charge. Les installations de destination sont autorisées à effectuer des prétraitements (de type simple décantation) aboutissant à des déchets dont la provenance n'est plus identifiable, permettant de considérer l'ITTR comme destinataire final des déchets.  La déclaration de transport de déchets R.541-50 date de moins de cinq ans : récépissé n° 007 du 8 décembre 2023 à effet du 5 janvier 2024 de la Préfecture de la Haute-Vienne. Les personnels d'exploitation et de secrétariat maîtrisent, chacun en ce qui les concerne, l'utilisation de « Trackdéchets », y compris en vue de préparer la déclaration annuelle sous GEREP.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'Inspection des installations classées demande que cette situation simple soit quand même formalisée dans une procédure courte, et qu'en outre soient indiquées les dispositions prises en cas de refus de prise en charge, notamment en cas de pollution accidentelle par des PCB-PCT.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Prévention des risques d'incendie – Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2020, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les rapports établis par le bureau de contrôle DEKRA Industrial SAS, dont le siège social est sis Parc d'Activités de Limoges Sud (Magré-Romanet) 19 rue Stuart Mill : – n° 118038782401R001 du 02/08/2024, – n° 118038782501R001 du 28/07/2025 (rapport détaillé), les points de contrôle de ces rapports ont fait état de résultats « conforme », « sans objet » ou « pour mémoire ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des risques de pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2020, articles 7.3.2, 7.3.3, 7.3.5 & 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuves – Aires de manipulation
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescriptions figurant dans l'arrêté :  ARTICLE 7.3.2 Rétentions Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul>

#### ARTICLE 7.3.3 Cuves et réservoirs

Les cuves pour le stockage des déchets collectés sont à double enveloppe.

L'étanchéité des cuves et réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### ARTICLE 7.3.5 Transports – chargements – déchargements

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### ARTICLE 7.3.6 Protection des milieux récepteurs

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Constats :**

Les cuves d'entreposage suivantes sont à double enveloppe :

- cuve compartimentée enterrée en extérieur pour les déchets collectés,
- cuve de gazole compartimentée pour les véhicules (gazole routier pour les véhicules, gazole non routier pour les moteurs thermiques ou les groupes électriques des matériels embarqués et servant au pompage et à l'hydrocurage).

L'étanchéité de la double paroi de la cuve extérieure de déchets est vérifiable en continu par l'intermédiaire d'un réservoir du fluide inter-paroi situé en amont de la cuve et comportant un flotteur raccordé à un renvoi d'alarme dans les locaux, ce renvoi étant activé en cas de fuite de l'inter-paroi lorsque la fuite aboutit à la baisse du flotteur.

La cuve d'AD Blue ne semble pas être à double paroi et n'est pas disposée sur une capacité de rétention capable de contenir son volume.

L'entreposage des produits de nettoyage n'est pas conforme :

- la hauteur de la rétention de « Minerva Sol » n'est pas suffisante pour empêcher un déversement en cas de percement d'un bidon situé en hauteur ; par ailleurs le jour de la visite sur cette rétention étaient entreposés 23 bidons soit 575 litres, la configuration d'entreposage permettant d'aller jusqu'à 24 bidons soit une capacité totale de 600 litres, ce qui n'est manifestement pas le cas (cf. photo),
- les bidons de nettoyeur de marque Anios ne sont pas entreposés sur une rétention (cf. photo).

En cas d'incendie, l'exploitant dispose et a présenté un obturateur de type ballon permettant d'isoler le séparateur d'hydrocarbures et de confiner sur site les eaux d'extinction.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Préciser comment est contrôlée l'étanchéité de la double paroi de la cuve de gazole et à quand remonte le dernier contrôle.

Mettre en œuvre un entreposage ordonné et correctement « rétentionné » pour la cuve d'AD Blue et les produits chimiques liquides. Un plan des stockages avec les caractéristiques dimensionnelles devra être fourni, dans le cadre de la réduction des risques chimiques (cf. point de contrôle n° 9).

Dans le cas, où pour des raisons de surface affectée à ce stockage à l'intérieur du bâtiment réduite afin de laisser la place pour le garage des six camions porteurs de l'exploitant, la mise en place à l'extérieur du bâtiment d'un conteneur faisant rétention similaire à ce qui est installé sur les déchetteries pour les déchets dangereux et permettant un entreposage garantissant « des températures ambiantes normales » (cf. point 10.2 de la FDS du Minerva Sol) avec un extincteur accessible mériterait d'être étudiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/02/2020, article 7.4.1 à 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte, présence, entretien et mise en oeuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 7.4.1 Dispositions GENERALES</b>  L'activité doit être organisée de manière à réduire les risques de propagation d'un incendie.  L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre.</p> <p><b>ARTICLE 7.4.2 Entretien des moyens d'intervention</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont vérifiés au moins une fois par an.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essai périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>ARTICLE 7.4.3 moyens de lutte incendie</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre suffisant doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>• une borne ou poteau d'incendie normalisé situé à moins de 100 m du risque à défendre, et susceptibles d'assurer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar</li> <li>• une réserve de sable meuble et sec d'un volume de 1 m<sup>3</sup> et de pelles ;</li> <li>• une réserve de 100 kg de produits absorbants adaptés à la nature des produits collectés ;</li> <li>• un téléphone permettant d'alerter les secours ;</li> <li>• des plans des locaux facilitant l'intervention des secours ;</li> <li>• Les renseignements concernant le volume de déchets stockés ainsi que leur localisation.</li> </ul> <p><b>ARTICLE 7.4.4 Consignes de sécurité</b>  Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### ARTICLE 7.4.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

#### **Constats :**

1. Entretien des moyens d'intervention en cas d'incendie : La prescription de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral n'est pas entièrement respectée au jour de la visite d'inspection. Les extincteurs du bâtiment ont été vérifiés en dernier lieu pour certains en février 2026 (10/02/2026 par Centre lutte contre l'incendie vu sur le registre d'entretien), d'autres en février ou mars 2025 (vu sur extincteurs). Vérification programmée ce mois-ci d'après l'exploitant.

Par ailleurs certains extincteurs sont difficilement accessibles, car des matériels (par exemple tuyaux), sont entreposés devant, ce qui gêne leur libre accès.

2. Moyens de lutte incendie : La prescription de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral n'est pas entièrement respectée au jour de la visite d'inspection.

Le poteau le plus proche est à environ 100 m de la cuve de stockage de déchets, devant l'entrée du garage du SDIS 87 mais le justificatif d'essai de débit n'a pas été présenté.

L'exploitant doit préciser quel téléphone sera utilisé pour alerter les secours en cas d'incendie en dehors des heures d'ouverture.

Il n'y a pas d'affichage des plans des locaux avec l'indication des zones à risque et des emplacements des moyens de lutte internes à l'établissement.

3. Consignes de sécurité et consignes générales d'intervention : Les prescriptions des articles 7.4.3 et 7.4.4 de l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées au jour de la visite d'inspection.

L'exploitant n'a pas présenté de consigne et n'a pas fait réaliser d'exercice incendie, depuis que la société mère a repris le site.

Les plans et consignes sont à élaborer pour faire office de plan de défense incendie au sens de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 modifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1. Entretien des moyens d'intervention en cas d'incendie : Fournir les justificatifs (bon ou facture d'intervention, copie du registre, photos des marquages sur les extincteurs).

Vérification programmée ce mois-ci d'après l'exploitant. Fournir les justificatifs, en adresser une copie à l'Inspection des installations classées.

Rendre accessibles les extincteurs en désencombrant leurs accès des matériels (par exemple tuyaux) qui obstruent le passage, et afficher une consigne demandant de laisser libre l'accès. Fournir les justificatifs, photos des accès, copie de la consigne et photo de sa mise en place, à adresser à l'Inspection des installations classées.

2. Moyens de lutte incendie : Justificatif d'essai de débit du poteau incendie situé devant l'entrée du garage du SDIS 87 à demander au SDIS et/ou au gestionnaire du parc d'activités (communauté urbaine Limoges Métropole) et en adresser une copie à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant doit préciser quel téléphone sera utilisé pour alerter les secours en cas d'incendie en dehors des heures d'ouverture.

Justificatif de l'affichage des plans des locaux avec l'indication des zones à risque et des emplacements des moyens de lutte internes à l'établissement (copie des plans et photos de l'affichage, tant dans la partie garage, que dans les bureaux et en extérieur aux endroits appropriés (portes, zone des cuves de stockage, etc.)), à définir sous la responsabilité de l'exploitant, à adresser à l'Inspection des installations classées.

3. Consignes de sécurité et consignes générales d'intervention : Adresser à l'Inspection des installations classées, les plans et consignes pour faire office de plan de défense incendie au sens de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/23 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté est consultable sur Legifrance et sur le site Aida de l'INERIS.

Organiser un exercice incendie dans les prochains mois. Adresser le compte-rendu de l'exercice à l'Inspection des installations classées et au SDIS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023 modifié, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks de produits et déchets

**Prescription contrôlée :** Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

<p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d’alarme et d’alerte décrivant les actions à mener par l’exploitant à compter de la détection d’un incendie (l’origine et la prise en compte de l’alerte, l’appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>– l’organisation de la première intervention et de l’évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d’accueil des services d’incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l’arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>– les modalités d’accès pour les services d’incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d’accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu’ils n’aient pas à forcer l’accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>– le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d’alimentation, la localisation et l’alimentation des différents points d’eau, l’emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d’un incendie ;</li> <li>– le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>...</li> <li>– les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l’état des matières stockées ... sont tenus à disposition du service d’incendie et de secours et de l’inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d’en découler ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d’alerte, d’intervenir avant l’arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d’entraînement ;</li> <li>– les plans de l’installation précisant l’emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs... des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d’entreposage tampon... des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. ».</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun document de ce type n’a été établi, ni même un plan simple des zones à risques et des consignes comme prescrits par l’arrêté préfectoral (cf. point de contrôle précédent).</p>
<p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Adresser au SDIS et à l’Inspection des installations classées le plan de défense incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d’action corrective, Demande de justificatif à l’exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023 modifié, article 10 &amp; Arrêté Ministériel du 04/10/2023 modifié, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits et déchets</p>
<p><b>Préambule :</b> La référence réglementaire citée supra s’intéresse à l’état des stocks des déchets. Or l’exploitant, dans le cadre de son activité sur et hors site, entrepose et utilise aussi des produits susceptibles de polluer les sols ou les eaux, dont des produits chimiques dangereux, cf. points de contrôle suivants. Dans ce cas, peut aussi s’appliquer l’arrêté ministériel du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection</p>

de l'environnement soumises à autorisation, dont l'article 49 « État des matières stockées » stipule : « Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. »

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

**Prescription contrôlée : Traçabilité.**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L.541-7 du Code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

L'état des stocks est réalisé ainsi :

- déchets utilisation d'un tableur en complément de « Trackdéchets »,
- gazole, tableur avec mention des noms des chauffeurs se ravitaillant, des immatriculations des camions ravitaillés, des dates de prélèvement et des volumes prélevés, et des dates et quantités livrées par le fournisseur (Alvéa),
- autres produits, pas d'état précis présenté.

Bilan annuel : déchets utilisation d'un tableur en complément de « Trackdéchets ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en place un état des stocks de l'ensemble des produits chimiques (gazole, AD Blue, dégraissant, etc.) et des déchets.

Rappel : Télédéclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) à effectuer **avant le 31 mars** de chaque année. Elle a lieu via la plateforme **GEREP** du site MonAIOT.

Cf. <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R18437>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 9 : Produits chimiques – Mise à disposition des fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006 modifié, articles 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Préambule : il s'agit du Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques (Annexe XVII), modifié en dernier par le Règlement (UE) n° 2025/1988 du 02/10/25 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les substances per- et polyfluoroalkylées dans les mousses anti-incendie. Le contrôle porte sur l'application pour le site : – de l'article 31 Exigences relatives aux fiches de données de sécurité ou FDS, parmi les dix points de cet article seront notamment contrôlés, le point 5 (fiche en langue française), le point 6 (rubriques), le point 8 (fourniture gratuite ou accès gratuit) et le point 9 (mise à jour). – de l'article 35 Accès des travailleurs aux informations : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> Le point de contrôle a porté principalement sur un produit présent dans le garage avec un pictogramme de danger. Il s'agit d'un solvant commercialisé par Minerva Oil et nommé « Minerva Sol ». L'exploitant a d'abord présenté une FDS du 12/12/2011, donc périmée. Suite à la remarque orale de l'Inspecteur de l'environnement, il a récupéré directement sur le site Internet de son fournisseur la version 2 de cette fiche en date du 02/08/2024 établie en français conformément au règlement CE n° 1907/2006 modifié par le règlement UE n° 2020/878. La situation en matière de mise à disposition peut être considérée comme conforme. En revanche (cf. point de contrôle suivant) une remise à niveau en matière d'application est nécessaire, notamment mise en place de consignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur Réduction des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006 modifié, article 37, point 5a
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Évaluations de la sécurité chimique
<b>Prescription contrôlée :</b> Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés ... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises(s)...
<b>Constats :</b> Aucune consigne permettant de décliner opérationnellement les FDS n'est établie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mesures à définir, à formaliser sous formes de consignes, et à réaliser, notamment en matière de mise en rétention (AD Blue, Minerva Sol, Anios) et de manipulation (équipements de protection individuelle...) Adresser les documents et preuves de mise en œuvre à l'Inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois